

*Initiatives ministérielles*

Le problème de l'avortement est presque créé de toute pièce par l'absence actuelle de conscience sociale. Personne ne saurait s'objecter à un avortement véritablement thérapeutique, c'est-à-dire dans le cas où la vie et la santé de la mère sont vraiment menacées.

Mais les autres avortements, par exemple ceux qui découlent d'un caprice, d'une vengeance, de considérations socio-économiques, de manque de générosité, d'une irresponsabilité, d'une immaturité, comment peut-on les justifier? Ou ne sont-ils justifiables que grâce à une loi?

Tous les chemins de ma réflexion me ramènent toujours au point de départ: la morale chrétienne qui, fondamentalement, en est une de bonheur et la conscience sociale qui veut qu'un peuple voit à sa propre survie. Une société qui élimine ses enfants dès la conception est une société vouée à la disparition. Il n'y a pas d'avenir pour une société qui refuse de se perpétuer.

Il est dramatique, monsieur le Président, qu'au Canada l'an dernier, il y ait eu 360 000 naissances contre 65 000 avortements déclarés. Un enfant sur six a été sacrifié!

Depuis l'annonce du projet de loi, l'insatisfaction générale s'est fait sentir. Pour les uns, la loi est trop permissive. Pour les autres, on fait atteinte à la liberté des femmes. Le but de mon intervention n'est pas de revenir sur le débat de fond, c'est-à-dire si oui ou non le fœtus est déjà un être humain.

Mais puisqu'il faut une loi, prenons le temps de considérer les conséquences physiques et psychologiques pour la femme qui aura recours à l'avortement pour terminer sa grossesse.

On nous présente l'avortement comme la solution quasi idéale et exclusive pour la femme aux prises avec une grossesse non désirée et dont la santé physique, mentale et psychologique serait de ce fait en danger.

Mais la santé physique, mentale et psychologique de la femme ne serait-elle pas mise en péril aussi par l'avortement?

L'avortement est la solution radicale à un problème souvent temporaire. Si nous désirons vraiment protéger la mère contre les désavantages d'une grossesse non désirée, nous nous devons en même temps de la mettre en garde contre les périls physiques et psychologiques.

À ce sujet, monsieur le Président, permettez-moi de faire miennes les paroles du père Jacques Croteau qui dit ceci: «Je serais le dernier à accuser une femme qui se serait fait avorter d'avoir délibérément voulu tuer son enfant. Ce n'est à peu près jamais ainsi que les choses se passent, ni dans l'esprit, ni dans le cœur d'une femme aux prises avec une grossesse non désirée, compte tenu

des peurs, de la panique, de l'angoisse, voire de la détresse qui peuvent s'emparer d'elle.»

• (1940)

Mais dans la pratique, une fois que l'avortement est fait et que le bébé n'est plus, les cicatrices psychologiques et physiques sont nombreuses, profondes, et parfois quasi impossibles à effacer.

En janvier dernier, immédiatement après son élection à la Présidence des États-Unis, George Bush s'exprimait comme suit à l'occasion du «*ROE versus WADE Rally*», et je le cite:

[Traduction]

Avant que vous n'entrepreniez votre marche, en ce premier lundi depuis mon inauguration, je tenais à vous entretenir quelques instants et réitérer mon appui sans réserve à votre cause, et à partager avec vous la profonde tristesse que je ressens à propos de la tragédie que constitue pour la société américaine l'avortement sur demande.

Si nous nous faisons bien du souci à propos de l'avortement, c'est qu'il met en cause la vie de deux êtres humains, soit la mère et l'enfant. Je sais que certains de mes concitoyens, au demeurant fort honnêtes, ne seront pas d'accord avec moi, mais après avoir mûrement réfléchi pendant des années à la chose, j'aimerais vous communiquer mes conclusions. Je pense que la Cour suprême a rendu une mauvaise décision dans l'affaire ROE contre WADE et qu'elle devrait l'annuler. À mon avis, les États-Unis ont besoin d'un amendement tendant à préserver la vie humaine et la solution au problème de l'avortement est celle de l'adoption, soit l'option-vie.

Je sais que des centaines de milliers d'Américains comme vous, obéissant à des préoccupations de morale et à des principes, ont condamné l'avortement et insisté à juste titre sur la dignité inviolable de la vie humaine. . .

Je tiens à ce que vous sachiez que le président vous entend et s'associe à vos efforts pour mener le bon combat jusqu'à la victoire.

[Français]

Ce qui frappe *a priori* dans ces paroles, c'est que le Président Bush parle de deux personnes distinctes: l'enfant et sa mère. Une question se pose alors forcément: Pourquoi n'y aurait-il que l'anéantissement du premier pour résoudre le problème d'une grossesse non désirée chez la seconde? Pourquoi n'y aurait-il pas une solution de vie plutôt qu'un arrêt de mort?

Je trouve injuste pour la mère aux prises avec une grossesse non désirée qu'on lui présente l'avortement comme l'unique solution. Car, si c'est l'unique solution, où est alors sa liberté de choix? Et la femme qui vient de réclamer un avortement, connaît-elle vraiment toutes les conséquences possibles et probables de son geste? Sait-elle, par exemple, que l'on a pu établir un lien entre l'avortement et des problèmes subséquents, à savoir des grossesses et des accouchements plus difficiles, des malformations congénitales, des grossesses ectopiques, des problèmes psychologiques, des tendances suicidaires, et *cetera*?